

Remarks by President Juncker at the joint press conference with President Tusk, Prime Minister Borissov and President Erdoğan, resident of Turkey, following the EU-Turkey Leaders' Meeting in Varna, Bulgaria

Je voudrais d'abord remercier mon ami Boyko Borissov de nous accueillir à Varna pour ce sommet. C'est la deuxième fois que je me trouve à Varna. La première fois il y avait un ciel bleu, une vue non perturbée sur la mer Noire. Cette fois-ci, il y a du brouillard, il y a de la pluie; je ne vois pas la mer Noire, mais je sais où je me trouve.

Et donc je suis heureux d'avoir pu contribuer – je l'espère – à restaurer aujourd'hui un climat de confiance entre l'Union européenne et la Turquie.

La Turquie pour moi, je me répète en le disant, est une grande nation avec laquelle nous partageons de nombreux liens historiques, culturels, économiques, stratégiques évidents. Et le peuple turc est un grand peuple toujours digne, souvent courageux, pour lequel j'ai beaucoup de respect et une admiration soutenue.

Nous voulons que la Turquie soit un véritable partenaire stratégique de l'Union européenne. Et entre partenaires stratégiques, nous devons savoir maintenir en permanence un dialogue ouvert et franc afin d'approfondir ce qui nous rapproche et de résoudre ce qui nous divise.

Je crois qu'et la Turquie et l'Union européenne font une erreur colossale en décrivant surtout devant nos opinions publiques les divergences qui nous séparent. Nous ne parlons jamais des intersections qui peuvent nous réunir autour des ambitions conjointement communes.

Nous avons avec nos amis turcs de nombreux intérêts et de nombreux défis que nous devons relever ensemble. Nous partageons évidemment des intérêts géostratégiques, notamment de la sécurité dans nos approvisionnements énergétiques. Et je me félicite – on n'en parle jamais – des progrès significatifs que nous avons accomplis dans la mise en œuvre du corridor gazier sud auquel l'Europe apporte une importante contribution financière, y compris un prêt de 1,5 milliard d'euros accordé récemment par le Banque européenne d'investissement. Je suis confiant que les premières fournitures en gaz azéri pourraient arriver en Turquie d'ici l'été 2018 et en Europe d'ici 2020.

Nous devons aussi confronter les défis communs notamment dans la lutte contre le terrorisme. C'est un devoir conjoint qui concerne à la fois la Turquie et

l'Union européenne au même degré. C'est seulement en unissant nos forces que nous parviendrons à gagner notre combat contre ce terrible fléau. Toujours est-il que je voudrais que les interventions sur le territoire syrien se fassent en conformité avec le droit international – c'est une exigence que nous imposons à nous-mêmes, c'est une exigence que nous devons imposer à nos alliés.

Enfin, en matière de migration, tout ne baigne pas dans l'huile, mais l'accord que nous avons su conclure entre le gouvernement turc et l'Union européenne se révèle être très efficace quant aux résultats vérifiables puisque le nombre des réfugiés venant de Turquie vers le continent européen a diminué de 97%. C'est d'abord le mérite de la République turque, qui a su accueillir sur son territoire entre 3,5 millions et 4 millions de réfugiés venant de Syrie, ce qui prouve que la Turquie, lorsqu'il s'agit de donner l'exemple en matière de solidarité internationale et surtout de solidarité entre son pays et l'Union européenne, a su consentir des efforts extraordinairement importants. Ce à quoi nous ne pouvons qu'applaudir.

La Facilité en faveur des réfugiés en Turquie est la traduction tangible de la solidarité entre la Turquie et l'Union européenne, devrais-je dire le résultat tangible de la solidarité européenne aussi avec les réfugiés qui ont trouvé refuge sur le territoire turc. L'Union européenne a honoré son engagement d'apporter 3 milliards d'euros en 2016 et 2017 et la Commission a lancé le 14 mars dernier le processus de mobilisation de fonds supplémentaires pour la deuxième tranche de 3 milliards d'euros, et je voudrais que les Etats membres – je n'en doute pas – se joignent à cet effort.

Sur ce point, je voudrais dire que oui, nos amis turcs ont l'habitude, que j'ai quelque difficulté à appréhender dans son entièreté, de dire que l'Union européenne jusqu'à ce jour n'a déboursé qu'1,8 milliards d'euros. Il y a des règles comptables en Europe; ça peut surprendre les autres, mais il y a des règles comptables. Nous avons déboursé 1,8 milliards d'euros, nous nous sommes engagés pour débourser 1,2 milliards d'euros, affecter aux projets – il y en a 72, si je m'abuse – le jour où ces projets auront trouvés une application vérifiable. Donc il n'y a pas de doute à avoir sur l'engagement entier, solennel de l'Union européenne sur ces 3 milliards d'euros, tout comme je voudrais dire que l'engagement de l'Union européenne pour mettre à la disposition des réfugiés en Turquie, sur les 3 milliards d'euros pour les années à suivre, sera suivi évidemment d'effet.

Pour le reste, je dois vous dire que je suis – enfin, je suis romantique, nostalgique – un peu triste de l'état des relations entre la Turquie et l'Union européenne. Voilà des années que j'appuie la voix, les efforts de la Turquie pour devenir membre de l'Union européenne. Jusqu'à ce jour, il n'y a pas d'autre décision que celle qui consiste à promettre à faire en sorte que l'adhésion turque à l'Union européenne se fasse le jour venu. Je suis contre cette idée simple, superficielle, parfois démagogique et populiste qui voudrait que nous rompions les négociations d'adhésion avec la Turquie. Non, moi je suis le garant de la poursuite des engagements qui furent ceux de l'Union européenne à l'égard de la Turquie.

Il faut poursuivre les efforts de part et d'autre, ce qui fait qu'avec mon ami le Président Erdoğan j'ai voulu ce soir dire en vérité ce qu'il en est: il faut que la Turquie améliore ses relations avec les pays membres de l'Union européenne – je veux parler de Chypre et je veux parler de la Grèce. C'est indispensable pour que nous puissions avancer sur une route prometteuse d'avenir.

The European Union understands perfectly that Turkey has to defend its institutions. The defence of the Turkish institutions is the European defence of Turkish and European institutions. There is no nuance between the two undertakings. And the attempted coup that took place on 15 July 2016 was a national trauma. We were one of the first to show our solidarity. We were gathering in Mongolia in the desert of Gobi and we issued a statement at 2:10 in the morning without knowing what would be the outcome of the putsch. We wanted to be there, we wanted to prove that we are close allies to Turkey because in this complicated world, we are sharing something in common and we had to prove it during that night. And so it was normal, obvious, evident that we had to condemn the actions in the middle of that night even before the outcome was clear. And our reaction was not depending on the outcome but it was depending on what people inside Turkey tried to do – reverse democracy and kill the President of Turkey. We did not know during that night that there has been an attempt to assassinate the President. We knew it later and we are condemning this with all our means and strength.

But now we think that the Turkish institutions, thanks to the efforts which have been undertaken, are strong enough for the state of emergency to end. We would ask Turkey to have a new look on at the imprisoning of journalists. Turkey is a big nation, a strong power inside the country and outside the country, and so I think that even as far as the Greek soldiers are concerned, efforts should be undertaken to resolve this problem in normal times.

To sum up, this was a Summit of mixed feelings but not of mixed messages. It was a good meeting, because – as this is the normal principle between big democracies – we were able to talk in all frankness and openness.

Thank you, President Erdoğan, for having been here. We will have – as we had in the past – many, many meetings to resolve the problems between Turkey and Europe. I do think that Turkey and the European Union have to move together.

Questions and Answers

Q1 What concrete responses have you gotten this evening to EU concerns from journalists' jailing to the East Mediterranean to Turkey's actions in Syria? If those responses are not forthcoming – you talk about continuing accession talks, but what kind of relationship can the EU have with Turkey in the future if not based on common values?

Président Juncker: Je voudrais dire que pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme qui frappe la Turquie, nous sommes aux côtés de la Turquie. Toujours est-il que nous voudrions que la lutte contre le terrorisme lorsqu'il a lieu hors des frontières turques se fasse en conformité stricte avec le droit international. Pour ce qui est du problème concernant les deux

soldats grecs, nous faisons confiance à la partie turque, façon technocratique d'exprimer nos relations à nos amis turcs, de résoudre ce problème d'une façon qui me paraît être souhaitable avant la fête de Pâques grecque. Mais nous faisons toute confiance à nos amis turcs pour résoudre ce problème de la meilleure façon possible. Finalement, je voudrais faire une remarque qui concerne le protocole: j'ai observé depuis le début de la présidence bulgare que le gouvernement bulgare, le protocole bulgare, les ministres bulgares qui obéissent évidemment au protocole bulgare, font un travail remarquable. Et lorsque je suis venu à Varna, entre l'aéroport et le lieu où nous sommes, j'ai observé des centaines – if not thousands – of soldiers, probably policemen, staying there in the rain. We were sitting in a dry car. They did their job, big job. The Bulgarians can be proud of their police.